

Partie 1

Les femmes pauvres : condition et causes structurelles

Femmes pauvres en France :
de plus en plus nombreuses, de moins en moins visibles,
Catherine SIMON (Journaliste, le Monde)

Ce que je vois dans la rue, moi, femme SDF :
activités du groupe Nora et Kitchen 246,
Misako ICHIMURA (Femme SDF, Artiste)

Dépendance économique et pauvreté des femmes en France,
Sophie PONTHEUX (Economiste, INSEE)

Japon, grand pays de la pauvreté générée
par le système de redistribution,
Mari ŌSAWA (Professeur, Université de Tokyo)

Femmes pauvres en France : de plus en plus nombreuses, de moins en moins visibles

Catherine SIMON

« Un gourdin sur l'épaule, une courte pipe au bec, un homme quitte le village, un chien sur les talons. Absorbées par leurs tâches, les femmes ne lui prêtent aucune attention. L'une pile le mil, une autre bêche un champ, une troisième porte sur sa tête un lot de calebasses, et la dernière file le coton. Cette scène, imprimée sur un grand carré de tissu, Hawa la regarde souvent. Elle l'a accrochée au salon, dans son appartement de Montreuil, à côté des photos de la Mecque. Une scène de village en Afrique de l'ouest. Un village d'avant les charters, quand la France avait encore besoin de main d'œuvre étrangère. Hormis le promeneur à la pipe, les hommes sont invisibles. ». C'est ainsi que commence un reportage publié dans *Le Monde* il y a onze ans. Il était intitulé « L'ombre furtive des sans-papiers » et racontait l'histoire de femmes africaines sans papiers, c'est à dire émigrées légalement, le plus souvent avec un visa de touriste, et restées illégalement en France pour tenter de se construire une nouvelle vie – meilleure que celle qu'elles ont laissée derrière elles, au Mali, au Sénégal ou en Guinée.

Beaucoup de choses ont changé depuis cet article, paru en février 1997. Le village africain, avec ses hommes absents et ses femmes au travail, ce village peint sur un carré de tissu, accroché au mur d'un salon de Montreuil, dans la banlieue nord-est de Paris, ce village existe encore, sûrement. A quelques différences près. D'abord, beaucoup de femmes africaines sont elles aussi devenues invisibles – comme les hommes : on estime aujourd'hui dans le monde qu'un migrant sur deux est une femme. La proportion des femmes migrantes, et qui émigrent seules, de façon autonome, sans projet de regroupement familial, cette proportion est en augmentation. L'autre différence, énorme, c'est la quasi impossibilité où se trouvent désormais la plupart des Africains d'obtenir un visa en bonne et due forme afin de pouvoir partir de chez eux et gagner l'Europe. Ils partent donc ...mais sans visa et par des voies de plus en plus périlleuses : c'est ainsi que plusieurs milliers de cadavres de migrants reposent au fond de la mer Méditerranée, au niveau des détroits de Gibraltar et de Sicile, morts dans le naufrage de leur pateras, (barques). Et plusieurs milliers d'autres dans le désert du Sahara, morts de soif, de faim et de fatigue avant d'arriver à bon port. La fermeture des frontières européennes, amorcée au milieu des années 90, est aujourd'hui patente. En revanche, les besoins de main d'œuvre bon marché n'ont pas changé – notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la restauration ou du service aux personnes. Pas plus que n'ont disparu, en Afrique comme ailleurs, le désir ou la nécessité qu'éprouvent les gens à quitter leur pays, pour des raisons économiques, politiques ou de sécurité.

Entre les « sans papiers » que j'avais rencontrées en 1997 et celles que j'ai interviewées cet hiver, à Paris, la situation s'est nettement dégradée. Et elle risque de s'aggraver encore avec la crise actuelle, qui n'en est sans doute qu'à ses débuts. Les femmes que j'ai interviewées, fin novembre¹, ce sont ce qu'on appelle en français des SDF, des sans domicile fixe : des femmes sans logement, parce que sans travail ou sans revenus suffisants pour payer un loyer. Parmi elles, des Africaines, mais pas seulement. Selon une étude de l'Ined (Institut national d'études démographiques) parue en janvier², la part de l'immigration vers la France en provenance d'Afrique sub-saharienne a certes augmentée en dix ans, puisqu'elle est passée, entre 1994 et 2004, de 10% à 17% des entrées enregistrées. Mais elle reste encore, je cite les auteurs de l'étude : « largement devancée par les courants venant du reste de l'Europe ou du Maghreb ». Il faut savoir aussi, c'est important car on a souvent une image très déformée des migrations africaines, que l'immense majorité des migrants et des réfugiés africains restent en Afrique : les migrations sud-sud demeurent infiniment plus fréquentes que les migrations du sud vers le nord.

Si je parle des Africaines sans papier, celles d'hier et celles d'aujourd'hui, ce n'est pas parce qu'elles sont particulièrement nombreuses. Ce n'est pas non plus parce qu'elles posent problème. Elles sont plutôt moins nombreuses que les Européennes et les Maghrébines. Et elles ne posent pas plus de problèmes que d'autres. Si j'en parle c'est parce qu'elles sont aujourd'hui les plus démunies et les plus vulnérables des femmes pauvres ou en situation précaire vivant sur le sol français.

Selon les dernières estimations de l'Observatoire du Samu social de Paris, parmi les femmes accueillies dans les centres d'hébergement d'urgence, une grosse moitié sont des étrangères, une petite moitié sont des Françaises. Quant aux femmes sans papiers, elles représentent environ 15% des étrangères hébergées. Ce sont elles qui subissent, étant femmes et étrangères, ce que la journaliste Véronique Mougin appelle la « double peine ». Dans son livre, écrit il y a cinq ans, intitulé *Femmes en galère*³, l'auteur, qui travaillait à l'époque comme bénévole dans un foyer d'hébergement, décrit la vie très dure des travailleuses précaires, chômeuses ou femmes battues qui se retrouvent à la rue du jour au lendemain, et que nous « croisons sans les voir, car beaucoup, écrit Véronique Mougin, culpabilisent et dissimulent leurs difficultés ». Aujourd'hui en France, le seuil de pauvreté officiel est de 880 euros par mois – ce qui correspond à 85% d'un temps plein au SMIC (le salaire minimum). « Les femmes, souvent avec enfants, sont en première ligne. A la fois parce qu'elles occupent plus fréquemment que les hommes des emplois à temps partiel et parce que, lorsque le couple est séparé, ce sont souvent elles qui ont la charge des enfants » : je cite l'interview de l'économiste Denis Clerc au

¹ *Le Monde*, Catherine Simon, « Une nuit avec les 'hébergées' », 2 décembre 2008.

² In *Populations et sociétés* n°452, janvier 2009.

³ Véronique Mougin, *Femmes en galère, enquête sur celles qui vivent avec moins de 600 euros par mois*. Préface de l'Abbé Pierre, éditions La Martinière, Paris, 2005.

quotidien *Le Parisien*, interview donnée en septembre dernier au moment de la sortie de son livre, *La France des travailleurs pauvres*⁴.

Ce qui a changé aussi, depuis ce premier reportage dans *Le Monde*, il y a onze ans, et la situation que connaît la France d'aujourd'hui, c'est que la pauvreté n'est plus l'apanage des « parias habituels », si j'ose dire, que sont les immigrées irrégulières, les chômeuses ou les femmes d'« en bas du bas » de l'échelle sociale. Aujourd'hui, la classe moyenne est elle aussi touchée par la précarité. Il y a eu plusieurs reportages dans la presse, notamment dans *Le Monde* et dans son magazine hebdomadaire *Le Monde2*, sur les salariés pauvres contraints de loger en caravanes et autres mobil-homes. On a écrit aussi sur les familles monoparentales – une expression un peu barbare, qui désigne un foyer formé d'un seul parent, le plus souvent la mère, et de ses enfants, autrement dit : un foyer sans homme –, ces familles monoparentales étant, plus que les familles « normales » entre guillemets, menacées par la précarité. Il est intéressant de noter, en passant, que la première étude de l'Insee (Institut National sur les Statistiques) sur les familles monoparentales a été publiée il y a moins d'un an, au mois de juin 2008 précisément. On y relevait qu'en 2005, en France, une mère sur deux seulement, chef de famille monoparentale, une sur deux travaillait à temps complet.

Plus surprenant peut-être, plus inquiétant aussi, on découvre que dans certaines cités résidentielles et pavillonnaires, fiefs des employés et des cadres moyens, la pauvreté et la précarité sont en train d'arriver. Un reportage de Michel Delberghe, dans *Le Monde*⁵, nous a montré comment à Savigny-sur-Orge, dans l'Essonne, au sud de la région parisienne, les « nouveaux pauvres » qui fréquentent l'Épicerie sociale sont de plus en plus nombreux : en 2008, la hausse de fréquentation a été de 20% comme en 2007. Quand je dis « de plus en plus nombreux », je devrais dire « nombreuses », car, là encore, les femmes seules avec enfants sont les plus exposées. La pauvreté arrive souvent en cas de divorce ou de chômage du mari : dans la majorité des cas, en effet, les femmes, épouses d'employés ou de cadres, n'ont elles-mêmes « jamais travaillé » : c'est ce qu'explique le président de l'Épicerie sociale de Savigny-sur-Orge au reporter du *Monde*. Il y a fort à parier, qu'avec la crise actuelle et les vagues de licenciements massifs qui l'accompagnent, ces situations dramatiques vont se multiplier.

Ce qui a changé enfin – et je finirai sur ce point – c'est le regard porté sur ces populations vulnérables et, plus généralement, sur la crise. Avant même que celle-ci n'éclate, des sondages avaient été faits, qui montraient une lassitude, voire une indifférence, des « nantis » entre guillemets, vis-à-vis des « sans » : les sans-logis, les sans-papiers, les sans-emplois. Les articles de presse reflètent d'ailleurs cette tendance à la froideur, à la non-solidarité, au non-intérêt : on lit beaucoup d'analyses, de textes pleins de chiffres et de statistiques, mais assez peu de reportages. La douleur ou le mal-vivre des personnes sert à mettre de la « couleur », comme on

⁴ Denis Clerc, *La France des travailleurs pauvres*, Grasset, Paris, septembre 2008. Interview parue dans *Le Parisien* du 23 septembre 2008.

⁵ *Le Monde* du 4 décembre 2008.

dit dans notre jargon, dans le papier du journaliste. On la gonfle, on la monte en épingle. Cette douleur devient parfois, et même parfois pour la bonne cause, de la « chair à canon militante ». Mais les personnes elles-mêmes, leurs corps, leurs rêves, leurs trajectoires, rien de tout cela n'apparaît. Il y a comme une tendance à la désincarnation, à la déshumanisation, une stratégie d'évitement. Comme si ces gens n'étaient pas des gens justement, mais des problèmes, des abstractions désagréables, ou, pire encore, des « porte-malheur » – qui ne méritent qu'un peu de pitié ou des éditoriaux vertueux.

Le tableau que je viens de dresser est sombre. Et sans doute trop sombre. Cela vient du fait que je suis journaliste : comme vous le savez, car cela est vrai en France comme au Japon, les journaux ne s'intéressent qu'aux trains qui déraillent et non à ceux qui arrivent à l'heure... Concernant la France, il serait pourtant injuste de ne pas mentionner les aides apportées aux pauvres par l'Etat. Il existe notamment des allocations financières, des aides au logement, des aides en matière d'accès à la santé, etc. qui ne sont pas négligeables. Mais ces différentes aides, il faut le noter, n'arrivent pas aux plus pauvres des pauvres – pas aux femmes sans papiers, par exemple, lesquelles n'imaginent pas, le plus souvent, qu'elles peuvent demander et obtenir une aide de l'Etat.

Il existe aussi, et là encore, il serait injuste de ne pas le mentionner, une flottille d'associations, à caractère privé, type loi 1901 ou type fondation. Ces associations apportent une aide vitale aux pauvres et aux précaires. Je pense en particulier aux associations humanitaires comme la Cimade, Emmaüs ou le Secours populaire – associations chrétiennes ou de gauche. Sans oublier le Samu social, organisme créé en 1993 par le docteur Xavier Emmanuelli. Cette organisation, financée par des mécènes privés, est aujourd'hui une des principales organisations de secours aux démunis auxquels elle apporte nourriture, couvertures, soins médicaux, etc. Son originalité est qu'elle va vers les pauvres (avec des équipes mobiles, circulant en camionnettes) et non l'inverse.

Pour en revenir au traitement donné dans la presse aux questions de pauvreté et de précarité, les choses changeront peut-être, il faut l'espérer. En Europe, le cinéma – je pense au film d'Agnès Varda, *Sans toit ni loi*, ou à celui, récent de Benoît Delepine et Gustave Kervern, *Louise Michel*, sans oublier Ken Loach ou les frères Dardenne –, le cinéma semble moins frileux, moins peureux ou moins paresseux face à cette réalité sociale que la presse écrite ou télévisuelle. Faisons le pari qu'en France comme au Japon, les faiseurs d'opinion que sont, paraît-il, les médias et les journalistes, ne laissent plus les pauvres et, singulièrement, les femmes pauvres, dans l'obscurité.